

Pour une liste ouvrière d'unité aux élections municipales

Je soutiens la présentation de cette liste

Je verse €

NOM Prénom

Adresse

Email tel

J'accepte que mon nom soit publié sur une liste
de soutien (OUI/NON)

Signature

Chèques à l'ordre de Charles Menet,
mandataire financier de Stéphane Berger, candidat



Je suis d'accord pour être candidat

NOM Prénom

Profession.....

Adresse

Sexe (M/ F) Né le

Lieu de naissance : Pays.....

N° de carte d'électeur

Bureau de vote N° sur la liste

Email tel

Signature

A remettre à un militant contact 06 75 16 99 05, copoepinay@orange.fr

PARTI OUVRIER
INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

POUR LE SOCIALISME,
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE
POUR L'INTERNATIONALE
OUVRIÈRE

Comité d'Epinay
<https://poidepinay.com/>
[cupoepinay@orange.fr](mailto:copoepinay@orange.fr)
06 75 16 99 05

Pour une liste ouvrière d'unité
aux élections municipales

pour la défense du logement social

pour le droit à la Santé

pour l'emploi

pour la défense de la démocratie communale

Lettre ouverte aux sections

Epinay, le 14/12/2019
du PS, du PCF, de Génération S et de la France Insoumise d'Epinay

Depuis mars dernier, nous avons proposé aux travailleurs et militants de toutes tendances du mouvement ouvrier d'Epinay la constitution d'une « liste ouvrière d'unité » aux élections municipales sur le programme de défense des intérêts des travailleurs et jeunes ci-joint.

A ce jour 86 travailleurs et jeunes ont signé « *Je pense qu'il faudrait qu'une telle liste se présente* » et 62 ont accepté de figurer sur la liste.

Nous ne négligerons rien pour que se réalise l'unité, c'est pourquoi nous vous proposons de nous rencontrer pour en discuter.

Cordialement

Pour le bureau d'Epinay du POID

Gilles PARCABE

Nous ne négligerons rien pour que se réalise l'unité, si ces démarches n'aboutissaient pas, nous prendrons nos responsabilités et déposerons une liste avec tous ceux qui le souhaitent

Ce que nous constatons

Pour la défense du logement social

- l'abandon de l'entretien des logements n'entrant pas dans le cadre de la rénovation (pannes d'ascenseurs, de chauffage, mauvaise aération, cafards, punaises, parkings encombrés par des épaves ...)
- une politique de rénovation urbaine qui, sous prétexte de mixité, diminue l'offre de logements sociaux locatifs par des démolitions de HLM, avec augmentation des loyers pour les locataires relogés dans du neuf, au profit de copropriétés le plus souvent relouées à des prix exorbitants.

Pour le droit à la Santé et la défense des services publics contre les privatisations

des réductions, fermetures ou menaces de fermeture de services publics (Accueil Sécu, Poste, centre des Impôts, CAF) et de santé (maternité, dispensaire de la Croix Rouge, PMI),

Les militants du POID ont été à l'initiative de la constitution de comités de défense de la PMI d'Orgemont et de l'accueil sécu.

la pénurie de médecins

- La ville est devenue une ville dortoir : démolition des bureaux « Integral », fermeture de la plupart des entreprises, des labos éclair (-500 emplois), menace de déménagement de NAF-NAF (-400 emplois).
- Le Maire Modem, soit ignore le problème (suppressions d'emploi), soit proteste pour la forme (aux fermetures des services publics) et soutient activement les démolitions de logements sociaux.

Il applique dans la commune la politique d'austérité imposée par Bruxelles et le gouvernement.

- Le nouveau PLUi, en transformant le terrain des labos Eclair de ZI en « zone de Projet » y autorise la spéculation immobilière au détriment de l'emploi.

Pour la défense de la démocratie communale

Regroupement de communes en communautés d'agglomération, puis en territoires, projet de « Grand Paris », tout est fait pour supprimer les 36000 communes et réduire les prérogatives des conseillers municipaux élus non professionnels au plus près des habitants, au profit de structures technocratiques favorables à la privatisation des services publics

Ce que nous proposons

Rénovation des immeubles sans augmentation de loyer ni de charges. Non aux projets de rénovation urbaine diminuant le parc de logements sociaux à loyers modérés (PLAI), non à la vente à la découpe des appartements (loi ELAN), Construction de logements sous statut HLM pour satisfaire la demande (33 000 familles en attente sur Plaine Commune).

Arrêté municipal interdisant les expulsions, usage, comme l'ont fait les maires de Bagnolet et de Montreuil du droit de réquisition pour reloger les personnes en difficulté.

Pour le droit à la Santé et la défense des services publics contre les privatisations

Défense des 4 PMI, des crèches. Non à la désertification médicale. Retrait du plan Buzyn, non au regroupement des hôpitaux Delafontaine et Gonesse, rétablissement de tous les lits d'hôpitaux supprimés. Création d'un dispensaire de santé public regroupant des spécialistes acceptant la CMU. maintien des budgets du Centre Communal d'Action Sociale. Retour à la gestion publique de la distribution d'eau et autres services

Pour l'emploi

Sanctuarisation au PLU (plan local d'urbanisme) des zones réservées à l'activité industrielle ou artisanale, interdisant de les livrer aux promoteurs immobiliers.

Exigence de la restitution des réductions de dotations budgétaires de l'Etat (- 9 millions d'euros cumulés entre 2014 et 2016) pour créer tous les emplois nécessaires dans la commune

Nomination d'ATSEM en nombre suffisant dans les écoles

Pour des élus qui refuseront de se faire la courroie de transmission des mesures d'austérité décidées par Bruxelles et le gouvernement, qui appuieront la résistance, qui rendront compte aux électeurs : publication intégrale des débats et délibérations du conseil municipal et du conseil communautaire. Défense des communes contre le « grand Paris », défense des prérogatives des élus contre les transferts de compétences.